

COMMUNIQUE

Négociations par inoculation de la gangrène libérale !

Pendant que les confédérations, dont la légitimité n'est évidente qu'aux yeux de leurs dirigeants et de ceux en charge des pouvoirs publics qui comptent négocier avec elles, se font déborder par le terrain qui impose la prolongation de la grève, pendant que la Fonction Publique se met en branle, pendant que les médias s'évertuent à démontrer que l'opinion publique ne suit pas et souhaite des « réformes » encore plus « libérales », certains supputent ce que le chef de l'Etat va sortir de son chapeau pour calmer les fonctionnaires qui, n'en déplaisent à leurs organisations «représentatives », en ont enfin assez d'être de plus en plus mal payés.

Ainsi, SARKOZY et son gouvernement utiliseraient la panacée de la « défiscalisation » pour ramener la paix sociale, c'est-à-dire une bonne vieille recette capitaliste (car « libéral », en matière économique signifie « capitaliste » et l'utilisation d'un autre vocable ne change rien au système) !

Que les richissimes amis et relations du chef de l'Etat soient sensibles à la « défiscalisation » pour eux, nul ne s'en étonnera. Mais lorsqu'ils tendent la main déjà grassement arrosée pour recevoir des cadeaux supplémentaires de l'Etat, qui aujourd'hui n'en est pas chiche, il faut bien trouver l'argent quelque part. Alors, si l'on se met à « défiscaliser » le travailleur de base, le fonctionnaire y compris, et le prof en particulier, où va-t-on ? Il est vrai qu'il y a « défiscalisation » et « défiscalisation », comme il y a impôts directs et indirects. **La vie chère, de plus en plus chère depuis que le passage à l'euro a lancé le mouvement et permis à certains de faire grimper les prix en toute impunité***, permet de confortables rentrées de TVA et devant la TVA tous les consommateurs sont à la même enseigne, ce qui ne signifie pas que l'enseigne soit celle de la justice.

Notre ingénieux président de la République, outre la « défiscalisation » des heures supplémentaires que font les profs (1/ une seule ne peut être refusée, 2/ il y a, certes, quelques « heures sup-ivores », mais il y a surtout beaucoup de profs si harassés par la somme de travail qui accompagne les dix-huit heures d'activité hebdomadaire devant les élèves qu'ils n'en souhaitent pas davantage), envisagerait la même « défiscalisation » du treizième mois...

En voilà une nouvelle ! S'il y a un secteur d'activité professionnelle qui ignore le treizième mois, c'est bien l'Education Nationale ! Autant dire que demain on rasera gratis ceux qui sont imberbes, à commencer par les dames !

Les principes de 89 sont très clairs : chacun doit « contribuer » aux dépenses de l'Etat dans la mesure de ses « capacités ». Nous ne demandons qu'à voir augmenter nos « capacités », c'est-à-dire nos traitements. Aujourd'hui, le coût de la vie est tel qu'un jeune collègue, même un collègue à mi-parcours de carrière, ne peut se loger décemment à proximité de son lieu de travail. **Depuis des années la profession est en voie de paupérisation et de déclassement social ; et le seul recours serait la « défiscalisation » de ce que nous ne touchons pas !**

Le SNCA e.i.L. Convergence exige la remise à plat de la grille indiciaire des rémunérations des trois fonctions publiques, la revalorisation de tous les traitements, en particuliers ceux les plus bas, ceux de début de carrière compris, la ré-indexation des pensions sur cette nouvelle grille et un calendrier de revalorisation des traitements en fonction de la hausse des prix qui soit établi et appliqué hors du seul bon vouloir du prince.**

Le SNCA e.i.L. Convergence réaffirme, d'autre part, **que la restauration du Service Public, son extension, son amélioration sont l'antidote unique de la gangrène libérale** qui pour nier l'intérêt général propage le mensonge que ce qui est bon pour quelques-uns, gros actionnaires et stock-optionnaires de gros calibre, est donc bon pour tous. Il est temps d'éradiquer cette imposture.

Les Cheminots, Drave.i.L., le 26 novembre 2007

**Le pétrole de temps de guerre d'Irak est hors de prix, la biomasse va fournir du carburant de remplacement, donc les prix alimentaires flambent. Sans compter que les marques ça se paye cher. Exemple idiot : une « marque » faisant dans les aromates culinaires vend un flacon de clous de girofle, qui 3 par 3 parfument l'oignon du pot-au-feu, trois fois plus cher qu'un flacon des mêmes minuscules ingrédients vendus sous un label sans renom.*

*** Il y a des traitements inférieurs au SMIC dans la Fonction Publique !*